L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX NO. 72 RUE DE CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI MATIN, 7 DECEMBRE.

Louisiane.

Nous lisons dans le *Courrier de la Louisiane* :

CONVENTION DES PLANTEURS.—Le Club du Peuple de Patterson ville, a convoqué une convention des planteurs de Ste-Marie, qui doit être tenue à Franklin, le 18 courant, dans le but de régler et de s'entendre sur l'uniformité des gages à payer aux engagés l'année prochaine; il est à désirer que tous s'y rendent. Les autres paroisses feraient bien de suivre cet exemple.

ACCIDENT.—On nous apprend que ces jours passés, à l'île Piquant, est arrivé un de ces terribles accidents si causé par l'imprudence, qu'ont beaucoup de parents, de laisser à la portée des enfants des armes à feu. Maintes fois, la presse et l'exemple ont averti qui de droit, mais il semble toujours en vain. Nous devons ajouter que, ne connaissant le fait que par ouï dire, nous ne garantissons pas, à nos lecteurs, l'authenticité des détails.

Ces jours passés, le fils de M. Martin Mazerolles, âgé de 12 à 14 ans, et sa sœur, âgée de 16 ans, ou à peu près, étaient seuls à la maison, leur père étant occupé à la sucrerie de M. Patout. Le garçon s'amusait avec un fusil, qu'il ne croyait pas chargé, à mettre sa sœur en joue, puis relevait l'arme; trois ou quatre fois il en fut ainsi; mais ensuite il lui prit envie de faire le simulacre de tirer, le coup partit, et la malheureuse jeune fille reçut, presque à bout portant, toute la charge de plomb dans l'estomac et l'abdomen, causant une mort instantanée.

La *Sentinelle* de Thibodeaux enregistre le décès, de M. Jean Lucien vergée, âgé de 55 ans, natif de Lourdes, Hautes Pyrénées, décédé sur l'habitation Winder Mire, paroisse Terrebonne, et celle de M. Jean Webre, âgé de 79 ans, honorable habitant du bayou Lafourche.

QUESTIONS DOUANIÈRES.

Nous lisons dans le *Messager Franco-Américain* :

Comme nous l'avons dit dans un précédent numéro, les bâtiments sont saisis, en ce moment, de plusieurs affaires de douane qui ont un intérêt général. Lundi prochain, par exemple, la Cour suprême des Etats-Unis se prononcera sur une question qui touche de très près aux importations de marchandises françaises.

Un importateur, M. Richards, a intenté un procès à M. Arthur, collecteur du port de New-York, pour obtenir la restitution de droits perçus en prenant pour base une valeur erronée du franc. Le collecteur agissait en vertu des instructions du secrétaire du Trésor, qui a fixé la valeur du franc en monnaie américaine à 19 cents 3/10 au lieu de l'ancienne valeur de 18 cents 6/10. Mais, de son côté, le secrétaire du Trésor se basait sur une loi votée en 1873 et qui l'autorise à fixer la valeur des monnaies étrangères au même taux que les directeurs de la Monnaie. Tous les directeurs de douane ont exécuté les instructions du ministre, mais tous les importateurs ont *protesté*. Sept cent cinquante procès sont le résultat de cet imbroglio. La revendication porte sur une somme qui on évalue à dix millions de dollars. La Cour suprême dans l'affaire Richards décidera virtuellement des 750 autres procès.

Nous avons parlé aussi de la saisie de neuf caisses de dentelles appartenant à une dé nos compatriotes. Dans l'audience de la Cour fédérale de New-York, tenue lundi, le jury a rendu un verdict d'après lequel, lorsque les dentelles ont été débarquées, la personne intéressée avait l'intention de frauder la douane. En conséquence, le juge Blatchford a prononcé la confiscation des six caisses de dentelles, qui sont évaluées à près de treize mille dollars.

D'après la *République*, le secrétaire du Trésor vient de décider que le droit de deux dollars par gallon sur les eaux de vie n'est pas applicable aux qualités visées de cet article. Les eaux de vie valant plus de quatre dollars le gallon seront désormais taxées à cinquante pour cent de leur valeur.

L'EXPLOSION DE SAINT DENIS.

Les journaux de Paris nous apportent de poignants détails sur la catastrophe que nous annoncent une dépêche télégraphique du câble :

Une détonation épouvantable mettait en émoi, hier matin, à six heures, toute la ville de Saint Denis. C'était la fabrique de produits chimiques de M. Poirier, 11, rue des Poissonniers, qui sautait avec un fracas horrible. Les maisons voisines tremblaient sur leur base, les carreaux de vitres volaient en éclats. Immédiatement, une épaisse colonne de fumée étant projetée dans les airs, bientôt suivie d'un tourbillon de flammes.

Le fracas de l'explosion a été tellement violent, qu'on en a ressenti les effets et entendu le bruit à dix kilomètres à la ronde. A Paris, sur le boulevard des Italiens, à la Bastille, à l'Ecole militaire, et au bout de la rue Condé, près du Luxembourg, les ouvriers qui se rendaient à cette travail se hâtaient de demander où il fallait courir pour porter secours.

Au premier moment, on crut que le génie venait de faire partir une grosse mine pour le creusement des fondations des murs de quelque nouveau fort. Aussi, les appréhensions commençaient à se calmer, lorsqu'arriva enfin la nouvelle vraie.

L'usine Poirier occupe un personnel assez considérable; à cette heure matinale, bon nombre d'ouvriers s'étaient déjà en chantier, quand ils furent tout à coup enveloppés de flammes. Une partie de la fabrique s'écroulait tombant en ruines, et l'incendie, alimenté par une grande quantité de produits chimiques et de matières incandescentes, prenait, en peu de temps, des proportions effroyables.

C'était un spectacle affreux et déchirant que celui de tout ce monde se bousculant au milieu d'une nuit encore épaisse, et sous la pluie fine qui tombait.

Tous les visages étaient mornes et abattus. Des femmes affolées, dont les fils ou les maris étaient partis quelques instants avant pour l'usine Poirier, poussaient des clameurs lugubres, appelant à grands cris leurs époux et leurs enfants, demandant à tous des nouvelles, essayant de forcer la consigne, se tordant les bras et s'arrachant les cheveux.

Mais il fallait absolument éloigner quiconque ne tendant pas de services immédiats, car on pouvait craindre qu'une nouvelle explosion n'eût lieu.

Il n'en a rien été heureusement; sans quoi l'on aurait eu à déplorer un désastre vraiment inouï.

On est parvenu à tirer dessous les décombres quinze hommes plus ou moins grièvement blessés, dont sept ont été transportés à l'hôpital dans un état désespéré. Cinq d'entre eux ne passeront point être pas la journée. On n'a encore trouvé que deux morts.

Les recherches continuent. Bon nombre d'autres ouvriers ont pu, avec des blessures légères, échapper par la fuite à une mort certaine. L'entrée générale des ouvriers n'avait pas encore eu lieu, sans quoi, au lieu d'une vingtaine de personnes atteintes, il y en aurait peut-être une centaine.

A midi, on apportait à M. Léon Renault le produit chimique qui a fait explosion. Ce produit, connu sous le nom de *nitro-mythine*, va être immédiatement soumis à l'examen des chimistes. C'est un composé de nitre et de méthyle ou méthylène. On sait que dans les mixtures ou combinaisons de nitrique, atteints directement par le feu, dégagent une grande quantité de vapeurs suffocantes et produisant une vive déflagration. Quant au méthyle ou *gros acide*, vin et *light*, bois, c'est un composé d'hydrogène et de carbone, qui entre comme un radical dans l'esprit de bois ou *alcool méthylique*. L'explosion paraît avoir été occasionnée par le contact direct d'une portion de la combinaison avec le feu.

Il était formellement interdit d'approcher aucune lumière du produit en préparation, avant l'inspection du chimiste de l'établissement, qui avait lieu habituellement à huit heures. On suppose que les ouvriers ont enfreint cette consigne, car que l'un d'eux ait allumé sa pipe, soit suivant une autre version, qu'il soit entré avec une lanterne mal close.

L'un des deux malheureux qui ont payé de leur vie soit une imprudence, soit un contact involontaire avec le dang reux produit qu'a causé l'explosion se nommait Daniel. C'était, au dire de ses compagnons, un homme d'une haute stature et vigoureusement taillé. Son cadavre est entièrement rétracté, et n'a pas plus d'un mètre de haut. Le pied à été arraché, et l'extrémité de l'os qui dépassait les chairs calcinées, a été légèrement modifié par la chaleur, qui l'a effilée et tombe en poussière au moindre attouchement.

La tête, gonflée, est horrible : les chairs, noircies et tuméfiées, la bouche contractée en un rictus effroyable, l'œil vitreux, semblent encore indiquer un sentiment d'indicible frayeur ou de souffrance inénarrable.

Chose singulière! l'explosion a été peu sensible sur le lieu même du sinistre, tandis qu'à une certaine distance elle acquérait une extrême violence. Les ouvriers disent qu'au moment de l'accident, ils ont aperçu une immense lueur, puis ressenti une secousse; qu'ils ont tout senti trembler, et qu'au bruit fait par la chute des toiles, des carreaux, des solives, ils se sont cru perdus, mais qu'ils n'ont pas eu perception d'une très forte détonation.

– Nous lisons dans la *Patrie* :

M. le comte Daru a eu hier et avant hier de longues entrevues avec le maréchal de Mac-Mahon. Nous croyons savoir que l'ancien ministre de l'Empire a donné l'assurance formelle au chef de l'Etat que tous les conservateurs, à l'exception cependant de huit ou dix mécontents de l'extrême droite, étaient décidés à la conditions toutefois qu'on consentait de prendre à l'égard de certains groupes de la droite des mesures que l'on devrait appliquer uniquement à la répression des violences radicales. Sans vouloir entrer trop loin dans la voie des indiscrétions, il nous est permis de dire que le maréchal a donné sur ce point à M. le comte Daru des assurances les plus formelles et les plus satisfaisantes.

Message du maire Leeds.

Messieurs du Conseil de ville :

Choisis par nos concitoyens pour administrer les affaires de cette ville, nous en prenons le contrôle dans des circonstances où on ne peut plus embarrassantes. Cette communauté, autrefois si prospère, a, par des années de mauvais gouvernement et d'*improvisation*, été amenée sur l'abîme de la banqueroute. La propriété foncière est presque sans valeur réalisable, le commerce décline, les intérêts manufacturiers et industriels sont paralysés et toutes les classes succombent sous le poids de la dette publique.

L'intérêt de la dette publique et les dépenses courantes pour le soutien du gouvernement sont plus que le peuple ne peut payer, et la taxation équivaut maintenant à la confiscation actuelle de la propriété des citoyens. L'espérance du public attend de nous un soulagement immédiat, et la détresse de la population exige la réduction des fardeaux publics. Il faut que la taxation soit abaissée au plus bas taux possible pour ramener notre ancienne prospérité et sauver la ville de la ruine qui la menace. Je sais que, sous l'empire des lois existantes, qui ont enlevé en grande partie au Conseil le contrôle des affaires de la ville, il sera difficile, sinon impossible, d'opérer une réduction des taxes suffisante pour donner au public le soulagement dont il a besoin.

Ce sera notre devoir de nous adresser à la Législature pour l'adoption de la législation que demande la nature de la situation. La taxe du parc doit être abolie; la taxe d'école doit être supprimée ou l'administration des écoles publiques rendues à la ville, avec le contrôle des dépenses; la police doit être placée entre les mains du gouvernement de la ville, et les dépenses d'impression, de drainage et de cour doivent être réglées par le Conseil. En fait, toutes les lois imposant des dépenses d'argent à la ville sans le consentement de ses administrateurs doivent être rappelées.

Comptant que la Législature qui doit bientôt se réunir nous accordera l'aide demandée, je conseille, en attendant, de ne lever sur nos constituants aucune taxe injuste ou inopportune.

L'intérêt de la dette publique est maintenant si lourd qu'une taxe suffisante pous y faire face ainsi qu'aux dépenses courantes du gouvernement de la ville (même si celles-ci étaient réduites au plus bas chiffre possible) jointe à la taxe actuelle d'Etat, ne peut être collectée sans ruine pour les citoyens et sans la destruction qui s'en suivrait de la prospérité de la ville, attendu que ces taxes, dans mon opinion, dépasseront le montant du revenu net de la propriété imposée. Si on lève une taxe qui dépasse le revenu des citoyens, il faut qu'une partie du capital soit prise pour couvrir le déficit. Ceci diminuerait la production et ferait décroître la valeur de la propriété. Le capital, toujours timide, sera retiré pour être placé ailleurs et la population sera éloignée jusqu'à ce qu'il ne reste aux propriétaires et aux créanciers publics apauvris que des magasins et des entrepôts vides et des résidences désertes.

Il est évident qu'au point où nous sommes arrivés sur le chemin de la ruine, il est également de l'intérêt du citoyen et du créancier public d'aviser à quelque mode équitable d'alléger les fardeaux publics. Je recommande vivement ce sujet à votre attention.

Tandis que nous sommes ainsi rongés par la détresse de notre population de demander un soulagement aux créanciers publics, il convient que nous inaugurions un système de stricte économie dans chaque département. Tout emploi inutile devra être aboli, les salaires devront être réduits au pour le plus bas que le permettra l'efficacité du service et tous les achats faits aux taux les plus bas possibles.

Dans ce but, je conseille la réorganisation de tous les départements de façon à réduire les dépenses. Tous les travaux qui ne sont pas d'une nécessité immédiate doivent être entièrement discontinués ou suspendus jusqu'à ce que la ville soit en état de les payer. Afin, néanmoins, d'opérer une réduction sensible dans les salaires ou dans le coût des achats pour la ville, un retours au paiement au comptant sera nécessaire, et nous devrons diriger tous nos efforts vers ce résultat.

En ce qui regarde la collection des taxes arriérées, je conseille une sage discrétion. Tandis qu'il peut y avoir beaucoup de contribuables qui sont à même de payer les taxes, il y en a un bien plus grand nombre qui ne les ont pas payées parce qu'ils étaient dans l'impossibilité de le faire. Si la taxation avait été juste et équitable, si le taux avait été modéré sur un assessement loyal, un prompt paiement devrait être demandé à tout risque; mais la taxe, comme on le sait bien, est si excessive qu'elle équivaut, dans bcaucoup de cas, à une confiscation absolue, et il n'est que juste d'accorder l'indulgence que l'intérêt public justifiera lorsqu'il y aura impuissance à payer.

L'assessement des propriétés doit être fait sur la valeur réelle au comptant au risque de l'assessement. La mesure de la valeur doit être le prix pour lequel une propriété peut être vendue et non ce qu'elle peut avoir coûté. Il faut avoir soin d'assesser toutes les propriétés à la même valeur relative aussi approximativement que possible. Il ne devrait y avoir qu'un seul bureau d'assesseurs pour la ville et l'Etat. On évitera par là de grandes dépenses et on obtiendra plus d'uniformité. Une loi sera nécessaire pour atteindre ce résultat.

En ce qui concerne les licences, je conseillerai l'abandon de cette taxe sur toutes les professions d'une nature utile aussitôt que, dans votre opinion, les exigences publiques permettront un changement dans le système de revenu actuellement existant.

Je soumets à votre considération le point de savoir s'il ne serait pas de l'intérêt de la ville de louer ou de vendre les quais et les Waterworks (avec les restrictions convenables), en limitant les revendances de quai et d'eau et en pourvoyan à l'extension de l'approvisionnement d'eau aux portions de la ville non encore pourvues.

Il y a actuellement six recorders et leurs cours, ce qui entraîne une forte dépense. Ce nombre pourrait sans détriment pour l'intérêt public, être réduit à deux ou trois cours, et la législation nécessaire à cet effet devrait être demandée.

Deux sortes de fonctions vous sont imposées par la charte de la ville—des fonctions administratives et des fonctions législatives. Il y a une tendance à laisser absorber les secondes par les premières, de façon à rendre, dans la pratique, chaque administrateur, dans son département, indépendant du contrôle de ses collègues. Il faut éviter cela. Chacun doit se regarder, à un certain point, comme responsable de l'administration convenable des affaires de tous les départements, et le Conseil comme corps doit décider de toutes les affaires importantes, surtout des dépenses, comme si les devoirs administratifs étaient remplis par ceux qui ne sont pas membres du Conseil. Tous les sujets d'administration doivent être débattus en séance publique du Conseil et on doit éviter les réunions secrètes en comité général. Nos constituants ont le droit de connaître les raisons qui ont déterminé leurs représentants dans leur législation.

J'appelle votre attention sur une vente qui doit être faite dans quelques jours et qui dispersera du droit de la ville à la batture et aux accrétions à venir. Il sera bon de vérifier immédiatement quels sont les droits de la ville dans cette affaire, attendu qu'une mesure immédiate sera nécessaire si vous jugez convenable de préserver ce droit.

Comptant pleinement sur le bon vouloir et sur l'appui cordial de nos constituants, entrons dans l'accomplissement de notre tâche avec la résolution de surmonter les difficultés de la situation, en reconnaissant le fait que bien que nous puissions être hors d'état d'apporter le soulagement attendu à nos concitoyens surchargés, beaucoup peut être fait pour alléger leur condition par une administration honnête, énergique et économique de leurs affaires.

En terminant, messieurs, je vous demanderai votre bienveillante assistance dans la position difficile à laquelle j'ai été appelé par le choix de mes concitoyens.

C. J. LEEDS, Maire,

Nlle Orléans, 20 novembre 1874.

BARNETT & CAMMACK,

COURTIERS,

19..... RUE CARONDELET 19

ACHÈTENT et VENDENT :

BONDS, ACTIONS, GAGES,

Valeurs de Ville et d'Etat

Argent prêté sur garantie.

Taxes et Licences pay ées promptement à un moindre taux du tarif légal.

Négociations d'hypothèques.

nll—1an

Taxes des Licences Municipales pour 1875.

Nous résumons, pour l'information de nos lecteurs, le projet d'ordonnance sur les licences à payer pour l'année 1875 :

Banques, $1 00; banques ne recevant pas de dépôts, $300 par tête d'associé; prêteurs sur gage, par tête $750; vente ou achat d'or ou d'argent, par tête $500; courtiers en argent, valeurs ou assurances, $100; compagnie ou agence d'assurance contre l'incendie, $500; do. maritime, $600; do. de rivière, $500, les compagnies situées devant payer pour chaque branche; compagnie ou agence d'assurance sur la vie, $500; inspecteurs d'assurance, $25; compagnie ou entreprise de transport, $100; imprimeries, $25; graveurs, lithographes, $15; journaux quotidiens, $50 par associé; théâtres, &c., $200; troupes nomades, $10 par jour pour 10 jours et $5 par jour additionnel; musées, $200; joueurs d'instruments, $5; machines électriques, $10; propriétaires de courses, $500; cockpits, $250; hôtels $150 par associé; pension privée où l'on vend des liqueurs fermentées ou spiritueuses $100 par associé; logements garnis, $25 par associé; tout endroit mal famé ouvert au public et où l'on vend des liquides, $250. de légères $5.

Maison de commerce en gros $100 par associé; maison de commerce de détail, $25 par associé; épiceries en gros ou en détail où seront vendues des liqueurs à la bouteille $100; restaurant, $100, le tout par tête d'associé.

Stalle ou place aux comes, fair grounds, pique-nique, &c., pour débits de liqueurs, $5 par jour; sans débit de liqueurs, $2 50; stalle aux marchés pour débit de café, thé, chocolat, sirlipotes cuits, et autres on liqueurs sur la levée, pour fruits, etc., $10.

Presse à coton, $150 par associé; coton gin, $100; piqueric de coton, $100; hangars à coton, 10 cents par associé.

Stalle pour débits de tabac ou de cigares, $10; gazier ou plombier, $15 marchands-tailleurs, $30; tailleurs, $10; matelassiers, $10, le tout par associé.

Confiseries ou des liqueurs sont vendues à la bouteille, $50, au verre, $100, débits de bière, soda, café, thé, gateaux, $10, aussi par associé.

Agence et courtage de navires, $100, maisons d'encan, $100, hôpitaux particuliers, $50, par associé.

Raccoleurs de marins, coureurs d'hôtels et de bateaux, $25, fabricants de voiles, $10, charpentiers ou constructeurs de navires, calfats, tonneliers, fabricants de pompes et d'agrès, $10, chacun.

Frais publics, $15, agence de journaux, annonces, de cartes ou de publications, $10, agents de billets ou de fret de chemins de fer, $50, par associé.

Loterie par compagnie $3,500; toute agence de loterie, à payer par le principal ou l'agent, $50.

Courtage de produits ou marchandises et de propriétés, $50, chaque; peseurs ou mesureurs, $50; mouleurs ou bouteilles de liquides, $50, chacun.

Raffinerie $300; entrepôts $75; salles de billards $100; allées de jouqille, $50; galeries de tir, $25; scierie, fabrique de planches, chassis ou persiennes $50 par associé.

Remorqueurs ou bateaux à jobs dans les eaux de la Nouvelle Orléans $50; chantier de navires sans dry dock, $50; dry dock avec ou sans chantier $200 par propriétaire.

Entrepreneurs d'enterrements $100 par associé; agents du bateaux $50; colporteurs ou vendeurs de bijoux, Louis ou vêtements et étoffes $50; colporteurs de mercerie, coutellerie, candi, cigares, images, $10.

Entrepreneurs de bâtisses ou de travaux ou sous-entrepreneurs $25; pharmaciens $5; architectes $25; peintres, vitriers, charpentiers, fabricants de citernes $10.

Fonderie de fer et fabrique de machines $150; fonderie de cuivre et fabrique de machines et modèles $50; ferblantier $25; fabrique de machines sans fonderie $25; fabrique de modèles sans fonderie $15; atelier de réparation pour le fer $25; boutique de serrurier, d'armurier, de forgeron $10 par associé.

Laiterie, $20 par associé; débit d'huître $10, vente d'huîtres en gros $50, vente d'huîtres cuites $25, bureau de placement $25, vétérinaires, pédicures $10; propriétaires de salles pour concerts, bals, réunions $100; toute personne donnant un bal, concert ou une réunion dans un but de profit paiera la taxe de $10.

Toute personne faisant métier d'acheter ou de vendre des animaux devra être munie d'une licence et payer $10.0, sous peine de $100 d'amende, et en cas de non-paiement de l'amende, d'un mois de prison.

Salon de barbe $10 boulangerie $10, boucher $10, vidangeur $5, blanchisserie $10.

Agents de locations, col. ecteurs, courtiers de douane $25.

Agence commerciale de renseignements $250.

Toute personne ayant des prêts, chars, carrettes ou des brouettes à louer $25.

Toute personne vendant sur ordre ou échantillon $25.

Galeries photographiques $25. Artimens $50. Marchés particuliers $300. Débit de volailles, gibier, légumes, ailleurs qu'au marché $10.

Chaque abattoir $500.

Toute personne trafiquant au Bazar du marché $10. Débitants de fruits ou de poissons seulement dans un marché $10.

Avocats, notaires, médecins, chirurgiens, dentistes, sages femmes, $20.

Cafés, buvettes, cabarets, etc., $100. Cafés avec musique instrumentale $300; do avec musique instrumentale et vocale $400; avec représentations théâtrales $1000.

Manèges, vélocipédromes, cercles à patiner $50.

Toute personne qui exercera plus d'une profession ou métier paiera la licence prévue pour chaque une.

Toute profession ou métier non énuméré $ 0.

Tout wagon d'express ou de transport à un cheval $100; à deux chevaux ou plus $50; tout chariot à un cheval $15; à deux chevaux plus $25; diables à grandes roues $25; charrettes à 4 roues et à ressorts à un cheval $10, à deux chevaux $15; charrette à bière $15. Tout conducteur d'un véhicule énuméré ci-dessus $10.

Charretier de jardinier $5 par an, charrette ou voiture de laitier $10. Charrette à bras $2 par an.

Voiture de louage $10, cocher de voiture à louer ne stationnant pas sur la voie publique, à un cheval $5 00, à deux chevaux ou plus $10; cocher de voiture à louer stationnant sur la voie publique, à un cheval $10, à deux chevaux ou plus $20.

Tout propriétaire ou cocher d'omnibus ou voiture à passager $30, le propriétaire ou conducteur de tout char employé pour transporter les passagers sur un chemin de fer urbain $10.

Ecurie $50.

L'ordonnance répète les anciennes prescriptions sur la tenue, le numérotage et l'éclairage des voitures. La section 70 est ainsi conçue :

Sec. 70. Toutes les licences imposées par cette ordonnance sont pour l'année finissant le 31 décembre 1875. L'émission de licences de six mois, à partir de juillet 1875, est autorisée.

Les licences ne sont pas transférables. L'ordonnance répète les anciennes prescriptions relatives au non paiement des licences, aux pénalités, à la non responsabilité de la ville. Nous regrettons que le Conseil n'ait pas eu le temps de refaire toute cette partie de l'ordonnance et renferme beaucoup de choses erronées sur les droits respectifs, des citoyens et des autorités municipales, mais nous espérons que la Législature en finira avec le système des licences et que celles de 1875 seront les dernières que les contribuables auront à payer.

L'Union Française.

BUREAUX, RUE ST-LOUIS, No. 9.

Le public est informé que l'Union Française tient à sa disposition des cultivateurs et autres, de tous genres. Des livres sont ouverts pour recevoir les demandes des travailleurs et celles des personnes désirant les employer. Les jours d'engagements sont le Lundi, Mercredi, Vendredi soir à 7 heures.

Président,

11juin—1an L. BRETON.

AVIS.

BOARD DE LIQUIDATION,

Ville de la Louisiane.

Nouvelle-Orléans, 20 Novembre 1874.

Résolu, qu'à l'avenir les assemblées régulières de ce Board seront tenues TOUS LES LUNDIS, à midi. Toutes applications pour échange de Bonds et de Warrants pour de nouveaux Bonds consolidés, en y joignant de l'acte No 3. Session de 1874, doivent être faites par l'intermédiaire de l'agent fiscal (New Orleans National Bank) le passé précédant le Par de chaque assemblée; ou avant ce jour. Les applications qui seront faites les jours susdits, seront différées jusqu'à la prochaine assemblée

F. C. DE-LONDE,

secrétaire du Board de Liquidation.

27nov—1m 3pe

Restaurant Antoine,

Transféré rue St-Louis 65.

M. ANTOINE ALCIATOR annonce à ses amis et clients de la ville et de la campagne et au public qu'il a transféré son restaurant du No 8 rue St-Louis au No 65 même rue, entre Royale et Bourbon. Il sollicite la continuation du bienveillant patronage qui lui a été accordé jusqu'à ce jour. 3nov—3m

Commercial Restaurant,

107..... Rue de la Douane..... 107

MM. GERMAIN & AUGUSTE,

PROPRIÉTAIRES.

On y trouvera tout ce que la saison fournit de plus délicat et toute espèce de vins de marque, soit : Il y a des salons particuliers au premier; des chambres élégamment meublées à louer à la semaine ou au mois à des prix réduits que le restaurant est ouvert jusqu'à minuit.

4 oct—1an

Salon d'huîtres du Gem.

HUITRES DE LA BAIE.

Le soussigné, propriétaire du ci-devant Oyster Bay Saloon, au No 17 de la rue Royale et sous l'Hôtel St. Charles, annonce à ses clients que de leur offrir les meilleures huîtres de la saison. Il compte sur la bienveillante patronage que les amateurs lui ont toujours accordé.

27 nov—1m G. M. BORGES.

Restaurant Cosmopolitain,

13 et 15.....RUE ROYALE.....13

Entre les rues Canal et Dauphine

LOUIS CHAPLAIN, Propriétaire.

On y trouvera tout ce que la saison fournit de plus délicat et toute espèce de Vins de choix. Tout ce qu'il faut pour les Soirées, les Mariages, &c.

Il y a des Salons particuliers au premier; des Chambres élégamment meublées, à louer à la semaine ou au mois.

Le Restaurant est ouvert jour et nuit.

27 déc—1an

SPECTACLES, BALS, &c.

Théâtre de l'Opéra.

Mercredi, 8 décembre 1874.

LA FILLE DE Mme ANGOT.

Opéra en quatre en 3 actes de Chs Lecocq.

Jeudi 10, Mercredi à midi.

4 déc—3t

Théâtre St.-Charles.

Engagement de la

TROUPE PITTES HELL,

la diamant de la Cabrioule,

qui jouera, tous les soirs et à la matinée de samedi, dans le nouveau drame

Chanée, ou nous, roman de bande, &c.

Voir les petites affiches.

Central Park.

CHAMBRE OBSCURE.

Ce merveilleux tableau est exposé au coin des rues Canal et Bacon.

Le "Frank Leslie" disait, le 25 juillet : Pour des merveilles de New-York et le "Central Park" et la merveille du Central Park est la Chambre Obscure. Il offre un spectacle étonnant.

On peut la voir de 8 heures du matin à 4 heures de l'après-midi.

1er d—1m

PLAN D'ÉTÉ

Seulement 10,000 Numéros.

LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE,

A NUMERO SIMPLE.

Trois Gros Lots de $10,000 chacun.

COMPAGNIE DE LA LOTERIE DE L'ETAT DE LA LOUISIANE.

(Incorporée en 17 août 1868.)

CLASSE E,

Devant être tirée en public, à la Nouvelle-Orléans, le SAMEDI, 26 Déc. 1874.

PLAN.

10,000 Billets.....Billets seulement $10

MONTÉ, QUANT ET BUTTERIE EN PROPORTION.

1 lot de	$15,000 est	$15,000
1 lot de	10,000 est	10,000
1 lot de	5,000 est	5,000
4 lots de	2,500 est	10,000
200 lots	100 est	20,000

LOTS D'APPROXIMATION

9 approximations de $150 chaque pour les neuf unités de la même dizaine du numéro tirant le lot de $15,000 est $1,350

9 approximations de $100 pour les neuf unités de la même dizaine du numéro tirant le lot de $10,000 est 900

9 approximations de $700 pour les neuf unités de la même dizaine du numéro tirant le lot de $5,000 sont 6,300

179 lots s'élevant à..... $50,400

EXPLICATION DES LOTS APPROXIMATIFS

Les autres neuf unités de la même dizaine du numéro gagnant les trois gros lots seront droit à 27 lots d'approximation. Par exemple, si le billet No 1246 gagne le premier prix de $15,000, les billets Nos 1241, 1242, 1243, 1244, 1245, 1247, 1248, 1249 et 1250 auront droit à $150 chacun. Si le billet No 5555 gagne le second prix de $10,000, les billets Nos 5551, 5552, 5553, 5554, 5556, 5557, 5558, 5559 et 5560 auront droit à $200 chacun. Si le billet No 400 gagne le troisième prix de $5,000, les billets Nos 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408 et 409 auront droit à $300 chacun.

Billets entiers, $10 ; Demi-Billets, $5 ; Quarts de Billets, $2 50, Huitièmes de billets $1 25.

LOTS PAYABLES EN PLEIN ET SANS DÉDUCTION.

Les demandes doivent être adressées à la LOUISIANA STATE LOTTERY COMPANY

LOCK-BOX 692, P. O.

Nouvelle Orléans.

Envoyez des mandats de poste ou traites sur New-York ou lettres.

Envoyez les demandes de poste ou traites sur New-York ou lettres enregistrées.

Bureau de la Compagnie au coin de la Nouvelle-Orléans—et rue des Carondelet et Commerce—Nouvelle-Orléans, 4 décembre 1874.

Avis.—Une élection pour neuf directeurs aura lieu LUNDI, 4 janvier 1875, de 10 heures du matin à 2 heures après-midi, pour élire six directeurs de cette compagnie, pour l'année finissant en février prochain.

Silas—1jan WM. R. BROWN, Trésorier.

Bureau de la Compagnie de chemin de fer de la Nlle-Orléans et de Carrollton—Nouvelle-Orléans, 4 décembre 1874—Election annuelle de directeurs de cette compagnie aura lieu, pour un terme de six mois, au bureau de la Cie, No 17 de la rue Carondelet, de 10 heures du matin à midi, le LUNDI, 4 janvier 1875, de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi, aux bureaux de la compagnie, No 17 de la rue Carondelet.

4déc—1m P. N. CURRIE, Secrétaire.

Blood Fertilizing Works of New Orleans, Nouvelle-Orléans, 1 décembre 1874—Les actionnaires de la compagnie sont par les présentes informés qu'une assemblée générale des actionnaires aura lieu au bureau de la compagnie, No 27 de la Rue Poitevy, le 14 décembre, de 4 à 5 heures du soir.

2 déc—3ans JNO. DOLHONDE, Secrétaire.

Banque du Canal de la Nouvelle-Orléans, Nouvelle-Orléans, 7 novembre 1874—Les livres pour l'année, de sept directeurs de cette institution pour l'année, auront lieu au local de la banque, le 9 décembre 1874, de midi à 2 heures de l'après-midi.

CHS. JUMONVILLE, Caissier.

27nov—1m 14 déc

Banque du Sud. Nouvelle-Orléans, 1er novembre 1874—Une élection de directeurs pour cette banque, pour l'année, aura lieu au local de la banque, le 9 décembre 1874, de midi à 2 heures de l'après-midi.

J. CARR, Caissier.

27nov—aujdec

Banque de la Société du crédit Foncier de la Nouvelle-Orléans, No 6 rue Decatur—Nouvelle-Orléans, le 21 novembre 1874.—Le 9 décembre 1874, une réunion des directeurs de cette compagnie aura lieu au bureau de la compagnie, No 6 rue Decatur, de 10 heures du matin à 2 heures après-midi.

J. A. SAUCIER, Secrétaire.

27 nov—1m—2t pers

Bureau du Crédit Foncier de la Nouvelle-Orléans, No 26 de la rue Decatur—Nouvelle-Orléans, le 1er novembre 1874.—Election annuelle des actionnaires du Crédit Foncier de la Nouvelle-Orléans, pour élire sept directeurs pour l'année prochaine.

J. A. SAUCIER, Secrétaire.

27nov—1m-3pe

Banque d'Amérique.—Nouvelle Orléans, 28 novembre 1874.—Avis est par le présent donné aux actionnaires que l'élection annuelle des directeurs de cette Banque se fera au bureau de la BANQUE, de 10 heures du matin à 2 heures de l'après-midi.

EDGAR HINCKS, Caissier.

29nov—aujdec

Banque des Citoyens.—Nouvelle Orléans, 1er novembre 1874.—Terrebonne vendre aujourd'hui. La Banque des Citoyens ouvrira aujourd'hui, au bureau de la banque, rue Carondelet, ses opérations de terrebonne vendre.

PLACIDE FORSTALL, JULES CASSARD

THOS. D. MILLER, ING. G. GAINES.

F. HOMPDEN LEWIS, JEAN DE MOYTIER.

A. H. MAY.

Et au courant, à la première réunion mensuelle des directeurs, le 11 courant, 1874.

PLACIDE FORSTALL, président.

THOS. D. MILLER, vice-président.

J. H. DUGGAN, secrétaire.

11 novembre 1874. 1 déc—6t

Bureau de Lessieur Equitable Life Insurance Company, Encouragure des Pins Orleans—Nouvelle-Orléans, 16 novembre 1874—Conformément à une résolution adoptée par le Board des Directeurs à une assemblée tenue le jour, une assemblée spéciale des actionnaires de cette Compagnie aura lieu au bureau de la Compagnie dans les rues Carondelet et Commerce, à la ville susdite, le LUNDI, 4 janvier 1875, de 10 heures du matin à 3 heures de l'après-midi, pour délibérer et voter sur les propositions suivantes, savoir :

1° Pour augmenter le capital social de la Compagnie jusqu'à la somme de $1,000,000, en divisant ledit capital en 10,000 actions de $100 chacune.

2° Pour amender les articles 3, 4 et 5 de la charte de la Compagnie.

3° Pour amender les articles 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323